

Questions orales

L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, ce genre de débat n'aide en rien les agriculteurs. Il s'agit là d'un problème que nous devons tous essayer de régler de notre mieux. Cela vise les municipalités, les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral.

Le député devrait savoir que l'Alberta vient récemment de verser 110 millions de dollars de plus et je voudrais lui rappeler que la province qu'il représente a décidé, sous le nouveau gouvernement provincial, de ne plus harmoniser sa taxe avec la TPS fédérale. Si je ne m'abuse, cette décision va coûter à la province plus de 200 millions de dollars.

Si les autorités provinciales voulaient vraiment aider les agriculteurs, elles auraient dû maintenir cette harmonisation, car elles auraient eu ainsi 200 millions de dollars de plus à consacrer aux agriculteurs de la province.

[Français]

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État à l'Agriculture.

Après quatre ans de travail auprès des différents participants concernant l'article XI du GATT, le gouvernement canadien a soutenu avoir reçu l'appui de quelques pays participant. En dépit de cela, le Rapport Dunkel révèle un alignement sur la position américaine avec le consentement des gouvernements européens, mettant ainsi fin à tout contingentement des programmes agricoles au Canada.

Quelles sont les intentions du gouvernement face à cette menace à notre système agricole?

L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, je viens de parler, il y a à peine quelques minutes, avec le ministre de l'Agriculture, mon collègue, qui, avec le ministre du Commerce extérieur ont rencontré, plus tôt aujourd'hui, M. Dunkel.

Il y a eu une rencontre également du groupe de Cairns, une rencontre du groupe de Quad dont le Canada fait partie pour justement discuter et en présence, monsieur le Président, et avec la coopération des leaders agricoles canadiens qui sont actuellement à Genève.

Je dois dire que les leaders agricoles canadiens appuient encore totalement la position canadienne et n'ont pas jeté le moindre blâme sur la position canadienne. Nous avons préparé cette position, monsieur le Président, la position canadienne, avec les producteurs agricoles. C'est ensemble, lors d'une consultation extensive, que nous avons préparé notre position au GATT. Nous la défendons toujours avec la dernière des énergies, mon-

sieur le Président, et c'est avec eux que nous avons bâti cette position et c'est avec eux que nous allons continuer de travailler.

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre): Monsieur le Président, les propos du ministre sont pour le moins surprenants quand on considère que les propositions constitutionnelles, en septembre dernier, prônaient la fin des offices de mise en marché comme une entrave à la circulation des marchandises.

À maintes reprises, le gouvernement avait été obligé de ramener à l'ordre les négociateurs à Genève pour leurs déclarations qui résumaient ces mêmes propositions-là.

Comment voulez-vous, monsieur le ministre, que les cultivateurs aient encore confiance quand ils constatent des contradictions flagrantes dans notre système agricole? En d'autres mots, quelle est votre position agricole pour le Canada?

L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, je suis un peu surpris de voir mon collègue prendre la position que le critique du Bloc québécois soutenait hier à la Chambre des communes. Les ministres provinciaux, M. Picotte et M. Ciaccia, ont réaffirmé hier qu'ils soutenaient et qu'ils étaient toujours derrière la position canadienne, monsieur le Président.

Dans la position canadienne, nous maintenons toujours le maintien de l'article XI renforcé et clarifié, monsieur le Président.

Et c'est la position canadienne très claire, qui a été réaffirmée au directeur général du GATT aujourd'hui et à tous nos partenaires agricoles en Europe, monsieur le Président.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Aujourd'hui, Statistique Canada rend publiques de sombres données: les faillites ont augmenté de 45 p. 100. Depuis le début de cette année, 63 000 particuliers et entreprises ont été acculés à la faillite à cause de l'incompétence de ce gouvernement en matière économique.

La semaine dernière, le ministre des Finances a reconnu avoir énormément exagéré en disant qu'il y avait une relance économique. Le premier ministre est-il prêt à l'imiter aujourd'hui? Admettra-t-il enfin qu'il n'y a pas de relance, que la récession persiste et que ce sont les politiques économiques de son gouvernement qui ruinent ainsi l'économie canadienne?